

CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE | BOULEVARD DE LA SAUVENIÈRE 33-35 | 4000 LIÈGE
N°87 | TRIMESTRIEL | OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2014 | N° D'AGRÉATION : P201200 | BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X



SALUTE & FRATERNITE

En route vers l'égalité ?

Libres, ensemble

CAL
Centre d'Action Laïque
de la Province de Liège asbl

SOMMAIRE



4 Femmes entre vigilance et résistance

Par Catherine Maréchal

Les droits de la femme en berne...

Par Marc Tarabella



6



7 Poids des « anti-choix » en Europe : pas une fatalité!

Par Neil Datta

Le populisme au féminin : sus au féminisme!

Par Marco La Via



8



9 Différences hommes - femmes? Une question d'éducation!

Par Valérie Lootvoet

Les ateliers d'émancipation féminine, une formidable expérience

Par Fatima Shaban



10



12 La laïcité en actions

Opinions Pétitions Interpellations



14



Par **Hervé Persain**, président f.f. du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège

Les droits des femmes sont une matière éminemment culturelle, et notre culture est encore aujourd'hui fortement influencée par le poids des religions, essentiellement la religion catholique pour notre monde occidental.

Début octobre se tiendra une assemblée extraordinaire du Synode des évêques à Rome. Elle sera consacrée aux « Défis pastoraux de la famille dans le contexte de l'évangélisation ». Une consultation des paroissiens¹ a été entreprise à cet effet, afin qu'ils expriment leurs positions sur des matières telles que le mariage, la contraception, la sexualité hors mariage... Leur Assemblée générale de 2015 aura alors de la matière pour définir des lignes d'action pour la pastorale de la personne humaine et de la famille.

La communauté laïque s'élève contre la vocation évangélisatrice de l'Église, qui tend à imposer à l'ensemble de l'humanité un cadre de références qui ne devrait concerner que les personnes qui adhèrent librement aux valeurs prônées par le catholicisme.

→ Les lois doivent relever du fonctionnement démocratique et privilégier l'intérêt de l'ensemble de la population, sans influence philosophique particulière.

Il nous revient de faire état de notre attachement aux choix éthiques des individus liés à leur propre cadre référentiel, assumant ainsi leur choix de vie privée sans interférence dogmatique. Le bien commun et le mode de vie de tous et toutes doivent bien sûr être

régulé par des lois, mais celles-ci doivent relever du fonctionnement démocratique et privilégier l'intérêt de l'ensemble de la population, sans influence philosophique particulière.

Si la loi a fixé dans notre pays le cadre régissant l'avortement, l'euthanasie, il n'impose en rien aux femmes et aux hommes de choisir d'y avoir recours. Par contre, une interdiction pure et simple proscrireait pour l'ensemble des citoyens le libre choix dans ce qui ne regarde que leur vie privée, leurs propres choix éthiques.

La stratégie entamée par Rome nous fait entrevoir un renforcement des lobbies religieux au sein de nos institutions européennes. Au moins la Cour européenne des droits humains a-t-elle validé l'interdiction du voile intégral en France², préservant en cela les conditions du vivre ensemble et reconnaissant ainsi la légitimité de cet objectif des autorités françaises. Pour égratigner ces principes universels liés au bien commun, les religions utilisent systématiquement et paradoxalement des arguments qui sont précisément ceux qui conduisent les décisions des autorités publiques. C'est donc au nom de la liberté de religion, d'expression et du droit à la vie familiale et privée que sont entamées des procédures qui visent au contraire à renforcer le diktat religieux sur le mode de vie des femmes!

1. <http://goo.gl/DBTt4b>

2. liberation.fr, 01/07/2014



Salut & Fraternité, périodique trimestriel, est édité par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs
Certains titres et chapeaux sont de la rédaction
Éditeur responsable Hervé Persain, président f.f. – Boulevard de la Sauvenière 33-35, 4000 Liège

Comité de rédaction Dorothy Bocken, Charlotte Collot, Céline Gérard, Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Catherine Maréchal, Grégory Pogorzelski

Rédactrice en chef Céline Gérard – Secrétaire de rédaction Isabelle Leplat

Photos Centre d'Action Laïque de la Province de Liège – Reporters.be – Flickr.com

Avec la collaboration de Dorothy Bocken, Neil Datta, Sylvie Lausberg, Marco La Via, Arnaud Leblanc, Valérie Lootvoet, Catherine Maréchal, Roland Remacle, Fatima Shaban, Marc Tarabella, Jean-Denis Tourneur

Publicité Karin Walravens – 04 232 70 06

Administration Pascale Beuken, Anne Collet, Pascale Riga, Valérie Runfola

Logistique Henri Nélisse

Création de la maquette Knok Design – Impression AZ Print

Mise en page Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Gregory Pogorzelski

© 2014 CALe. Sauf illustration avec indication contraire, contenu sous licence Creative Commons, utilisation non commerciale et citation de la source. Les illustrations sans crédit sont du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège

Tirage 6 000 exemplaires – Envoi gratuit sur demande (info@calliege.be)

Vous souhaitez aider Salut & Fraternité? Versez une contribution sur le compte BE48 0682 1400 1427 avec en communication : S&F 87

LE CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE REMERCIE SES PARTENAIRES : la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, la Province de Liège, Liège Province Culture, Liège Province Jeunesse, les Villes de Liège, Seraing et Waremme.



RETROUVEZ SALUT & FRATERNITÉ EN LIGNE
WWW.CALLIEGE.BE/SF





EN ROUTE VERS L'ÉGALITÉ ?

« Les femmes gagnent 21 % de moins que les hommes ». Cette manchette d'un grand quotidien belge est sans nul doute percutante. L'article, qui date de mars dernier, précise toutefois, hors temps partiel, ce chiffre tombe à 7 %. Et l'éditorialiste de se féliciter du rétrécissement de cet écart. Il n'y a pas de secret : une telle progression est bel et bien due au vote d'une loi en faveur des femmes.

En effet, dans tous les domaines où elles ont conquis des droits, il aura fallu une solide mobilisation pour faire pression sur les élus afin qu'ils modifient la législation : suffrage universel, contraception, droit à l'avortement, accession au compte en banque, etc. Et aujourd'hui, bon nombre de directives sont votées au niveau européen, pour s'imposer ensuite aux États membres. Un modus operandi qui mérite évidemment toute l'attention des citoyens : c'est en effet là qu'en matière d'égalité hommes-

femmes et de conquête des droits, beaucoup d'intérêts se jouent.

D'aucuns l'ont d'ailleurs bien compris. Ceux qui, sous couvert de discours pernicieux et d'arguments pseudo-progressistes, n'ont pour autres buts qu'un retour en arrière dans ces matières. « Pro-vie » autoproclamés, « anti-choix » avérés, ils sont les fers-de-lance d'un lobbying qui promeut des idées plus rétrogrades les unes que les autres, vestiges d'un autre temps. Plus effarant encore : certaines femmes de pouvoir, élues populistes européennes, utilisent leur féminité pour les promouvoir, légitimant par là-même un discours naturaliste qui, au fond, n'a jamais vraiment disparu des débats.

Nous le rappelons plus haut : ces droits sont le fruit de combats de longue haleine. À nous d'être vigilants pour ne pas les perdre !



Par Catherine Maréchal, directrice adjointe des Actions provinciales

FEMMES ENTRE VIGILANCE ET RÉSISTANCE

Du 13 au 26 octobre prochain, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège proposera une quinzaine d'activités, « La résistance des femmes en actes », consacrée aux droits des femmes.

Divers temps forts seront proposés à La Cité Miroir dont trois expositions *Femmes sous oppressions*, *Elle = Lui*, réalisées par le mouvement laïque, *Vous ne pouvez pas rester comme ça madame* par la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui seront accompagnées d'animations et d'une guidance active pour sensibiliser à la question du genre et des violences faites aux femmes.

Films sur demande ou projections, table ronde abordant la représentation des femmes dans la société seront proposés. Le documentaire *Femmes machines* reviendra sur la grève historique des travailleuses de la Fabrique Nationale en 1966 qui, s'appuyant sur le Traité de Rome, revendiquaient l'égalité salariale, et fera le lien avec aujourd'hui.

Enfin, deux spectacles sont programmés : les chants a capella du groupe *Anakrouze 2* et la pièce *Dans les draps de Morphée*, sur la difficulté, pour les victimes de viol, d'être entendues et de reconstruire leur dignité.

Par ses actions d'éducation permanente, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège souhaite affirmer que certains principes universels doivent être défendus au-delà des cultures et des croyances, et ce au nom de la dignité de chacun et chacune. Certes, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 promet à tous les êtres humains la jouissance de leurs droits sans discrimination, les droits humains et le droit international ont néanmoins continué à être très largement façonnés par des hommes. Pour y parvenir, l'éducation à l'égalité des sexes et au dépassement des stéréotypes liés au genre doit imprégner l'éducation formelle et informelle¹.

Les violences faites aux femmes s'expriment souvent dans le milieu familial. Or, la séparation nette entre sphère « publique » et sphère « privée » a empêché les femmes de réaliser leurs droits pendant des décennies. C'est en effet seulement après

la Conférence mondiale de Vienne sur les droits humains en 1993 que les obligations en relation avec la violence à l'égard des femmes ont été expressément traduites dans les déclarations et conventions internationales.

Aujourd'hui dans le monde, en Europe, des femmes risquent leur vie, parce qu'elles s'engagent pour les droits des femmes ou subissent des violations de leurs droits. Celles-ci peuvent prendre différentes formes (violences conjugales, violences sexuelles, mortalité maternelle, mutilations génitales féminines, etc.) et leurs auteurs demeurent trop souvent impunis. À titre d'exemple, une femme sur sept en Belgique a

été victime d'un viol hors du couple (Amnesty et Dedicated, 2014).

L'objectif du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège est de donner des pistes d'actions positives face à des situations inacceptables. Rendez-vous en ce mois d'octobre! ■■■

1. Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège est ainsi notamment membre du Collectif liégeois de lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF), qui constituent une atteinte inacceptable à l'intégrité physique des femmes et une pratique assimilable à la torture.





LA QUINZAINÉ EN PRATIQUE

Le jeudi 16 octobre de 8h30 à 12h :

Table ronde **Égalité hommes-femmes. Jusqu'ici tout va bien ?** avec Rachel Vandendooren (responsable et fondatrice de Pro Select), Françoise Bonivert (journaliste RTC-Liège) et Chantal Thomas (anciennement asbl Retravailler).

Le jeudi 16 octobre à 19h :

Conférence sur **Mon corps, mes droits** par un représentant d'Amnesty International.

Réservation indispensable au 04 232 70 48
ou droitshumains@calliege.be

Le samedi 18 octobre de 14 à 22h :

La condition féminine à l'écran - projection de films qui illustrent différentes facettes de la condition féminine de par le monde. *Les femmes du bus 678* (Mohamed DIAB, 2011, à 14h), *L'Affaire Josey Aimes* (Niki Caro, 2005, à 16h30), *Syngué Sabour* (Atiq Rahimi, 2012, à 19h30).

Le mercredi 22 octobre à 20h :

Théâtre **Dans les draps de Morphée**. Au-delà d'un drame au rythme soutenu, le spectacle offre un témoignage poignant du sort réservé aux victimes de viol qui entreprennent de porter plainte.



Le jeudi 23 octobre à 20h :

Documentaire **Femmes machines** suivi d'un débat sur l'égalité salariale aujourd'hui (modéré par Pascale Laruelle, coordinatrice de l'asbl Retravailler).

Le samedi 25 octobre à 14h :

Circuit thématique **Les valeureuses Liégeoises**. Une autre manière de découvrir Liège à travers des femmes qui ont lutté pour conquérir leurs droits et *in fine* l'égalité entre les individus.

Réservation indispensable au 04 232 70 48
ou droitshumains@calliege.be

Le samedi 25 octobre à 20h :

Concert d'**Anakrouze 2**, un groupe de femmes qui chantent des polyphonies du monde, de la musique ancienne, du jazz et des chants tzi-ganes.



Sauf mention contraire, spectacles et conférences accessibles sur réservation sur www.citemiroir.be ou à l'accueil de La Cité Miroir - 04 230 70 50 - reservation@citemiroir.be

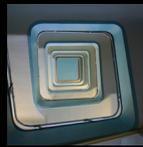
Programme et animations scolaires :

www.calliege.be/femmes2014

Envoi du programme sur demande : 04 232 70 48



Librairie Stéphane Hessel



« *Le motif de la résistance c'est l'indignation* »

Stéphane Hessel

Retrouvez une sélection d'ouvrages adultes et jeunesse sur les thèmes : Histoire • Émancipation • Féminisme • Questions sociales • Seconde guerre mondiale • Travail de mémoire • Dialogue des cultures • ...
Des romans thématiques sont également proposés aux lecteurs.

À l'occasion de la Quinzaine « Résistance des Femmes en Actes », retrouvez dans nos rayons une sélection d'ouvrages consacrés à la condition féminine, à l'égalité femmes-hommes, aux questions de genre et aux luttes féministes.

Ouverture du mardi au vendredi de 10h à 16h et les samedis et dimanches de 10h à 15h.

Fermeture le lundi. Prolongation des plages d'ouverture jusque 18h pendant toute la durée de l'exposition « L'art dégénéré selon Hitler ».

Cité Miroir • Place Xavier Neujean 22 • 4000 Liège
librairie@citemiroir.be • 04 250 99 59



Par **Marc Tarabella**, Député européen en charge de l'Égalité des Genres, de l'Agriculture et de la Ruralité et de la Protection des Consommateurs

LES DROITS DE LA FEMME EN BERNE... LORS DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS HUMAINS

Le contexte politique et économique actuel menace la santé et les droits sexuels et reproductifs des Européennes. La crise financière pousse certains pays de l'Union européenne à réduire la qualité et la disponibilité de ces services. De plus, les positions très conservatrices et liberticides en matière de droits sexuels fleurissent en Europe.

Dans ce contexte menaçant pour les droits des femmes, le rapport Estrela sur la santé et les droits sexuels et génésiques a été rejeté par le Parlement européen le 10 décembre 2013. Un triste symbole car le vote intervient en même temps que la *Journée Internationale des Droits humains*.

Plus précisément, le rapport contenait plusieurs dispositions concernant l'accès à la contraception et à « des services d'avortement sûrs », l'éducation sexuelle des jeunes, la prévention et le traitement des infections sexuellement transmissibles, la prévention des violences telles que « le viol, la mutilation génitale féminine, les abus sexuels, l'inceste, l'exploitation sexuelle, le harcèlement sexuel, le mariage forcé » ou encore l'interdiction de la marchandisation du corps à travers la gestation pour autrui.

Malgré le fait que le rapport ait été soutenu par de nombreux lobbys dont le *Lobby Européen des Femmes*, *Amnesty International*, *Women's Platform*, le *Lobby LGTB*, pour n'en citer que quelques-uns, il est important de s'insurger contre une campagne de lobbying agressive, mensongère et sans précédent, menée par les lobbys religieux, l'extrême droite et les forces conservatrices, qui aura eu pour résultat d'empêcher le vote d'une résolution progressiste.

Le vote contre le rapport Estrela revient par exemple à nier le droit pour toute femme, quel que soit son pays de résidence, de pouvoir faire un choix éclairé et responsable quant à sa vie sexuelle et reproductive, et de vivre sa sexualité librement, sans violence ni discrimination ; ou encore celui de laisser des



© Flickr.com - European Parliament

femmes, y compris victimes de viols, se voir privées du droit d'avorter dans leur propre pays, de recourir à un avortement à l'étranger ou à des avortements clandestins qui mettent leur vie en danger et qui constituent une atteinte grave à la dignité humaine. Le choix majoritaire exprimé ignore également la nécessité d'accroître la lutte contre la violence fondée sur le genre ainsi que contre les infections sexuellement transmissibles, VIH inclus.

Les droits sexuels et reproductifs, tel que le droit à l'avortement, à l'éducation sexuelle, au planning familial, à la contraception, ou à la santé sexuelle devraient être des évidences. Dans certains pays, il n'en est rien et dans les autres, ce droit s'estompe peu à peu. Nous devons réagir car rien ne justifiera jamais que soient rabotés les droits des femmes !

Cette prise de position rétrograde du Parlement européen doit sonner comme un signal grave des dangers qui menacent les droits des citoyens, celui du visage d'une Europe réactionnaire que nous appelons de tous nos vœux à rejeter.

En rejetant le rapport Estrela, la majorité des députés européens avait également adopté une résolution alternative précisant clairement que « la définition et la mise en œuvre des politiques relatives à la santé et aux droits sexuels et génésiques et à l'éducation sexuelle dans les écoles relèvent de la compétence des États membres ». Une manière, pour les conservateurs à la manœuvre, d'empêcher toute expression du Parlement européen sur le sujet et d'éviter que soit porté plus largement encore sur la place européenne un débat sur des questions pourtant cruciales pour les femmes.

Il est évident que ces domaines sont de la compétence des États membres. Mais le rapport Estrela, non-contraignant, visait à affirmer la position poli-

tique du Parlement européen en faveur de ces droits et contre les discriminations. Comme le Parlement l'avait fait non seulement en juillet 2002, par une résolution recommandant la légalisation de l'avortement et surtout en février 2010, lors du vote sur le rapport dont j'étais l'auteur. Le vote de ce rapport aurait permis de soutenir les combats féministes à travers l'Union européenne.

À une époque où les difficultés économiques croissantes remettent en cause le traitement des informations accessibles aux Européens, la question des droits en matière de santé sexuelle et reproductive reste cruciale et ne doit pas disparaître de l'agenda politique. ■■■

Liège
Enseignement

- Enseignement fondamental
- Enseignement secondaire
- Enseignement spécialisé
- Enseignement supérieur
- Promotion sociale

www.ecl.be
Liège Écoles Infos :
04/221 92 79



Par Neil Datta, Secrétaire du Forum Parlementaire Européen sur la Population et le Développement

POIDS DES « ANTI-CHOIX » EN EUROPE : PAS UNE FATALITÉ !

Depuis une dizaine d'années, les ultraconservateurs en Europe n'ont eu de cesse de consolider leurs structures destinées à influencer sur la prise de décisions des institutions européennes. Le Forum parlementaire européen sur la population et le développement a donc enquêté.

Un constat : ces groupes anti-choix sont tous d'inspiration religieuse, spécifiquement chrétienne. Parmi eux, il existe au moins trois grandes tendances distinctes qui œuvrent séparément mais, au besoin, n'hésitent pas à collaborer.

La main du Vatican, les « traditionalistes œcuméniques » et les « Ultras »

La première tendance est un réseau ancien, actif dans la plupart des pays de l'Europe continentale, qui constitue clairement la main du Vatican dans les affaires européennes. On y retrouve entre autres l'*European Center for Law and Justice*, l'*European Dignity Watch* ou l'*Institut européen de bioéthique*. Ces groupes sont spécialisés dans le lobbying politique et juridique. Ils ont ouvert une base pseudo scientifique pour légitimer leurs idéaux religieux. Ils se positionnent au centre de l'échiquier politique mais sont profondément rétrogrades sur les questions éthiques et sociales. Souvent affiliés au *Parti populaire européen*, ils cherchent à obtenir des postes d'influence afin de rassembler le parti autour de leur ordre du jour. De 2004 à 2009, Anna Zaborska¹ a ainsi assuré la présidence de la commission du Parlement européen sur les droits des femmes et de l'égalité. Elle y a bloqué tout progrès dans ces matières pendant cinq ans.

Le deuxième courant, les « traditionalistes œcuméniques », est plus récent. Rassemblé autour du *Mouvement politique chrétien européen*, il est composé de protestants traditionalistes, de catholiques des pays d'Europe du Nord et, ponctuellement, de chrétiens orthodoxes. Soutenus, entre autres, par des lobbies actifs aux États-Unis, ils sont à l'initiative notamment de l'exposition de photos comparant l'avortement à l'Holocauste



Malgré la visibilité récente des mouvements anti-choix et réactionnaires en Europe, leurs idées peinent à passer dans l'opinion. Jusqu'à quand ?

qui a notamment été présentée au Parlement européen.

La troisième tendance d'anti-choix, les « Ultras », véritables reliques du passé fasciste européen, est relativement hétérogène. Elle est composée de mouvements traditionalistes catholiques liés à l'extrême droite. Ils comptent dans leur rang la *Fraternité Saint-Pie X* ou *Droit de Naître*. Leurs points de vue rétrogrades sur la démocratie, l'autocratie, la laïcité et l'œcuménisme, et leur tendance occasionnelle au révisionnisme les placent aux marges de la politique et de la société. Le meilleur exemple d'une entité Ultra est la nébuleuse des 50 organisations qui font partie du mouvement *Tradition, Famille et Propriété*. Ils agissent comme un pont entre, d'une part, le conservatisme centre-droit respectable et, d'autre part, l'extrême droite et les éléments postfascistes issus de certains paysages politiques européens. Les Ultras tiennent également à l'œil les autres acteurs conservateurs et, si nécessaire, les mettent sous pression. Enfin, ils se sont frottés à la mobilisation sociale en organisant des manifestations.

Des initiatives conservatrices plus organisées mais pas encore perçantes

Portées par une trentaine de personnes influentes au niveau européen, les initiatives rétrogrades

ont bien augmenté ces dernières années. La plus importante, « Un de Nous », visait à supprimer le financement des recherches concernant la destruction d'embryons. Après le soutien affiché de deux papes, elle a recueilli plus de 1,7 million de signatures dans une quinzaine d'états. Par ailleurs, les anti-choix ont particulièrement mobilisé sur des thèmes ultra-conservateurs et homophobes en France, en Allemagne et en Espagne. Cantonnée dix ans plus tôt aux États-Unis, la remise en cause du droit à l'avortement connaît aujourd'hui un retour en Europe.

Heureusement, malgré la pression, que ce soit face à « Un de Nous » ou à la plupart de leurs initiatives législatives, la Commission et le Parlement européens n'ont pas suivi leurs demandes. Certes, leur action n'est pas sans effet : citons notamment l'abandon du rapport Estrela (voir page 6). Cependant, malgré les moyens déployés, force est de constater que leurs idées gagnent encore peu de terrain dans la population. Par ailleurs, les mouvements anti-choix sont contraints d'adapter et de lisser leurs discours pour être entendus. Un signe que leur véritable mission est tout simplement encore inacceptable pour la grande majorité des Européens. ■■■

1. Eurodéputée slovaque anti-choix prônant l'enfermement des personnes homosexuelles



Entretien avec **Marco La Via**, co-réalisateur du documentaire *Le Populisme au féminin*. Propos recueillis par Arnaud Leblanc

LE POPULISME AU FÉMININ : SUS AU FÉMINISME !

Marco La Via partage sa vie entre la France et les États-Unis. Pendant ses études en journalisme, avec Hanna Ladoul et Matthieu Cabanes, il s'est lancé dans un projet de reportage qui a débouché sur *Le populisme au féminin* en 2012. À cette occasion, ils ont fait le tour de l'Europe des leaders populistes de droite au féminin. Les entretiens avec ces dernières y montrent combien l'écart entre l'être et le paraître est important quand les populistes exploitent l'image féministe et féminine à des fins réactionnaires.

Salut & Fraternité : Qu'est-ce qui vous a motivé à rencontrer les têtes de liste féminines de l'extrême droite ?

Marco La Via : En 2010, nous avons commencé nos études sur la Côte d'Azur où le Front National avait réalisé des scores impressionnants aux élections régionales. Nous allions voter pour la première fois. Marine Le Pen effectuait alors sa percée dans les médias où elle était présentée comme une figure nouvelle par rapport à son père. Nous avons d'abord été à sa rencontre mais nous avons rapidement élargi le spectre à toutes les femmes leaders populistes en Europe.

S&F : Qu'avez-vous noté comme points communs ?

M.L.V. : Les femmes haut placées dans les partis d'extrême droite se servent toutes plus ou moins consciemment de leur genre. Elles le font pour attirer un électorat plus large et donner une image moins extrême que leurs collègues masculins. En 2012 par exemple, avec Marine Le Pen, le Front National a pour la première fois obtenu autant de vote d'électrices que d'électeurs. C'est vraiment interpellant parce que ce n'était pas le cas précédemment. Des études ont montré que, dix ans plus tôt, au premier tour des élections présidentielles de 2002, Jean-Marie Le Pen serait arrivé seule-

ment troisième si le panel d'électeurs n'avait été que féminin, et qu'il aurait été premier si le panel était exclusivement masculin ! Il ne faut pas se faire d'illusions : les cadres féminins d'extrême droite ne sont pas plus progressistes que les hommes. Le genre n'a pas d'influence sur cette question. Certaines sont mêmes plus conservatrices que leurs pairs masculins. Et c'est bien cette image que nous avons voulu déconstruire dans notre film.

S&F : La question féminine y gagne-t-elle dans les propositions d'extrême droite ?

M.L.V. : Aucune des leaders rencontrées n'a plus de considération pour les combats féministes que les hommes de leur formation politique. Il y a bien des mots qui changent, des expressions remaniées. Marine Le Pen a ainsi choisi de modifier l'appellation de la proposition du Front National de « salaire maternel » pour l'expression plus aseptisée de « salaire parental » mais le fond reste le même. Toutes les femmes que nous avons rencontrées dans le cadre de ce reportage ont une position très conservatrice en regard de celle de leur pays. En Norvège, par exemple, où le droit

des femmes est plus avancé que dans d'autres pays européens, Siv Jensen est certainement plus progressiste que Marine Le Pen ou que Krisztina Morvai en Hongrie, mais elle l'est nettement moins que la moyenne norvégienne.

S&F : Nombre d'entre elles se revendiquent pourtant féministes...

M.L.V. : C'est une forme de « féminisme » biaisé qui, évidemment, ne vise qu'à stigmatiser l'Islam. Il s'agit plutôt d'une stratégie de communication qui aura d'autant plus de poids si elle est portée par des femmes. L'exemple le plus marquant pour nous est celui d'Anke Van dermeersch en Belgique. C'est évidemment un comble quand on connaît les positions des partis d'extrême droite par rapport aux droits des femmes. Personne ne verra d'ailleurs jamais ces mêmes personnes défendre le droit à l'avortement ou la gratuité de la contraception. ■■■

Retrouvez le reportage « Le populisme au féminin »

<http://goo.gl/hgO500>

Siv Jensen en Norvège représente une de ces têtes de l'extrême droite au féminin. Derrière ce visage se cache cependant les mêmes idées rétrogrades sur la condition de la femme





Entretien avec **Valérie Lootvoet**, directrice de l'Université des Femmes. Propos recueillis par Grégory Pogorzelski

DIFFÉRENCES HOMMES-FEMMES ? UNE QUESTION D'ÉDUCATION AVANT TOUT !

Journaliste et sociologue de formation, Valérie Lootvoet est directrice de l'Université des Femmes. Elle s'intéresse avec nous à l'opposition entre l'inné et l'acquis dans les débats sur les rapports entre hommes et femmes.

Salut & Fraternité : Quand on parle des hommes et des femmes, deux discours s'opposent : d'un côté la nature et les différences biologiques irréductibles et, de l'autre, la culture et l'influence de la société...

Valérie Lootvoet : En général, l'approche naturaliste est la norme. Elle se base sur l'évidence : ça se voit de l'extérieur, que les hommes et les femmes sont différents. Cette approche se retrouve parfois – rarement – dans les discours féministes. Je pense notamment au courant essentialiste.

L'approche culturaliste, elle, ne nie pas les différences – bien sûr qu'elles existent – mais ne les attribue pas à une différence de nature, d'essence immuable. Ces différences biologiques sont mineures : si les hommes et les femmes se comportent à ce point différemment, c'est surtout le fruit de l'influence de la société.

S&F : Sous quelle forme retrouve-t-on le plus souvent ce discours naturaliste ?

V.L. : Dans tous ces discours sur la complémentarité. Les hommes et les femmes seraient dans la

vie quotidienne comme dans les relations sexuelles hétéros. Ils seraient « emboîtés » et plus ils « s'emboîteraient », plus ils vivraient en harmonie aussi bien en couple qu'en société.

Mais il s'agit d'une fausse évidence. Ces fameuses différences biologiques censées nous rendre complémentaires ont une influence minime sur notre vie. Les différences sociales ont un impact bien plus important. Et le fait qu'on n'éduque pas les filles et les garçons de la même façon suffit à produire ces différences. J'insiste sur le mot « produire ».

S&F : Ces discours naturalistes seraient plutôt conservateurs. Ils font notamment partie des discours de l'extrême droite, des mouvements masculinistes, de la Manif pour tous...

V.L. : Bien sûr. Si les différences sont innées, biologiques, « c'est comme ça » et personne n'a à changer, à se remettre en cause. Les idées conservatrices sont rassurantes et aller vers l'inconnu est toujours plus difficile.

S&F : Et qu'en est-il du côté scientifique ?

V.L. : Du côté des sciences « dures », la plupart des scientifiques s'accordent sur le fait que ces idées sont sans fondement. Dire qu'il y a un cerveau masculin et un cerveau féminin, c'est faux ! Il est impossible de reconnaître un homme d'une femme simplement à son cerveau.

Par ailleurs, les travaux de Catherine Vidal montrent que des petites filles qui jouent autant au ballon que les garçons développent des compétences spatiales et un sens de l'orientation comparables à celles des garçons. Mais on n'encourage pas les petites filles à jouer au ballon.

Si on apprend aux hommes et aux femmes des compétences différentes, ces compétences deviendront sexuées ! Ce n'est pas parce qu'un garçon a une meilleure perception spatiale qu'une fille qu'il joue au football. C'est l'inverse : à force de jouer au football, il améliore sa perception de l'espace.

Ceci dit, pour le grand public, ces conclusions sont généralement controversées. Que cela soit immuable arrange pas mal d'hommes et ce sont eux, aujourd'hui encore, qui ont la parole et le pouvoir de décision. Ce naturalisme permet de maintenir les inégalités : si les femmes sont multitâches « par essence », pourquoi ne serait-ce pas à elles de s'occuper à la fois des enfants, de leur foyer et

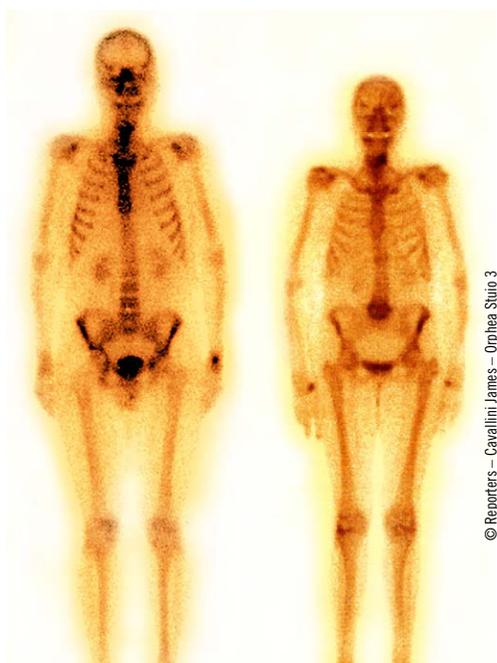
de leur carrière ? Les hommes, monotâches « par nature », n'en seraient pas capables...

S&F : Que faire pour sortir de cette ornière ?

V.L. : Il faut enseigner, en discuter. Le naturalisme est presque une croyance irrationnelle. Le niveau d'éducation n'a rien à voir. Des gens y croient sans l'avoir décidé, parce que cela s'impose à eux. Plus on en parle, plus le public s'y intéresse, y réfléchit et plus ces croyances seront remises en cause.

En ce sens, l'anthropologie est un domaine précieux. La pluralité des cultures et des comportements à travers le monde montre qu'il est difficile de croire à UNE nature féminine et UNE nature masculine. ■■■

www.universitedesfemmes.be



© Reporters – Cavallini James – Ophéa Studio 3

VOTRE PUBLICITÉ DANS S&F ?

Salut & Fraternité est tiré à 6000 exemplaires. Il est lu dans toute la province de Liège et au-delà.

Vous êtes intéressé ou vous souhaitez des informations sur les tarifs ?

Contactez **Karin Walravens** au 04 232 70 06 • grf@calliege.be



LA LAÏCITÉ EN ACTIONS

DES ASSOCIATIONS EN MOUVEMENT

LA MAISON DE LA LAÏCITÉ D'ANGLEUR, UNE MAISON OÙ IL FAIT BON VIVRE ENSEMBLE !

La Maison de la Laïcité d'Angleur Chênée et Grivegnée (MLACG) est installée face à l'église d'Angleur. Personne ne peut l'ignorer : elle s'annonce fièrement via le bandeau rouge vif qui orne toute sa façade. Elle est ouverte tous les jours, et chaque citoyen y est le bienvenu tant l'accueil est chaleureux et basé sur la convivialité.

Comme chaque Maison de la Laïcité, elle propose divers services tels que les cérémonies laïques. Elle coordonne notamment l'organisation de la Fête de la Jeunesse Laïque sur le territoire depuis de nombreuses années, et ce grâce à la motivation et à la disponibilité de ses bénévoles. Depuis très longtemps, elle organise également des conférences et des débats sur tous les thèmes chers aux laïques, qui fournissent un éclairage critique sur l'actualité.

Le lieu est aujourd'hui devenu une Maison de quartier qui, au travers de ses nombreuses activités, diffuse les valeurs de la laïcité dont le vivre ensemble, à travers la tolérance, la solidarité, la fraternité, l'écoute et l'esprit critique. L'autonomie et l'émancipation sont également au cœur des préoccupations des responsables.

Un travail à grande échelle, puisque près de 150 personnes poussent la porte de l'association chaque semaine pour participer aux animations.



Entretien avec **Fatima Shaban**, coordinatrice de la Maison de la Laïcité d'Angleur. Propos recueillis par Dorothy Bocken

LES ATELIERS D'ÉMANCIPATION FÉMININE, UNE FORMIDABLE EXPÉRIENCE

Salut & Fraternité : Comment s'est passée l'ouverture des ateliers au sein de la Maison de la Laïcité ?

Fatima Shaban : Le premier atelier a ouvert ses portes il y a quatre ans. Il était destiné aux femmes et, soulignons-le, a été créé à leur demande bien précise : organiser un atelier cuisine. Les ateliers ont donc démarré sous l'impulsion des habitantes. À l'heure actuelle, il en existe une dizaine de toutes sortes : réservés aux femmes, mixtes, intergénérationnels, artistiques, culturels, éducatifs...

S&F : Quatre ans après, ce premier groupe de femmes est-il toujours au rendez-vous ?

F.S. : Absolument ! Le petit noyau de départ s'est agrandi et l'atelier a évolué en une formidable amitié pour la plupart d'entre elles. Elles ont demandé d'autres activités. Certaines viennent cuisiner lors de nos conférences. La mise en avant de leurs compétences est un véritable moteur pour leur confiance en elles ! La majorité d'entre elles vient aux autres activités et certaines sont parties plusieurs fois en excursion avec nous.



S&F : Comment gérer la multiculturalité et l'intergénérationnel ?

F.S. : Le groupe est en effet multiculturel et intergénérationnel : il compte près de dix nationalités différentes et les âges sont vraiment variés. Pour la Maison de la Laïcité, il est important de répondre dans la mesure du possible à ce type de demande, en se basant sur le partage de nos valeurs. Chaque participant reçoit ainsi une information sur la laïcité, sa signification et son importance pour permettre à chacun de coexister dans le respect de l'autre. Les règles sont très claires dès le début, et la première est que la religion, les convictions et les signes distinctifs quels qu'ils soient, restent à la maison. Chaque participant reçoit d'ailleurs une charte et doit y adhérer.



Participer à un atelier à la Maison de la Laïcité a un réel sens. Rendre à ces femmes une place et un rôle particulier était bien sûr une évidence. C'est à notre sens une des voies qui mènent à l'autonomie et l'émancipation. Ce n'est évidemment pas uniquement valable pour les femmes : chacun d'entre nous devrait être acteur de sa vie et pouvoir faire des choix avec toutes les connaissances nécessaires pour y parvenir.

S&F : Comment avez-vous procédé ?

F.S. : Le travail effectué par l'association au sein du groupe est basé sur la confiance. La plupart des participantes étaient isolées et assez accaparées par leurs problèmes socio-économiques plus ou moins importants. L'atelier cuisine est en quelque sorte un prétexte pour se retrouver, discuter, échanger sur les difficultés du quotidien. De discussion en discussion, d'autres sujets tels que l'égalité hommes-femmes, les problèmes de violences conjugales, etc., sont abordés. Venir à la Maison de la Laïcité est une possibilité aussi pour certaines d'entre elles de sortir de leurs murs. Certaines femmes en ont vraiment besoin. Il leur manque souvent un espace de parole où elles peuvent discuter librement sans être jugées. À ce titre, la laïcité est un atout incontestable pour les femmes, puisqu'elle permet l'égalité.

Précisons que nous ne créons pas de groupes spécifiques hommes ou dames. Ce n'est pas

le but ! Mais l'idéal est de garder un espace de paroles exclusivement féminin pour que chacune d'entre elles puisse s'exprimer librement. Ce n'est pas forcément d'emblée évident !

Une fois la confiance établie, le groupe s'est ouvert à des intervenants extérieurs, et donc bien sûr aux hommes. Certains sont venus cuisiner aussi et d'autres ont été invités en tant qu'intervenants extérieurs sur des sujets divers. Parce que l'émancipation passe aussi par l'élargissement des connaissances et l'accès à l'éducation : savoir ce qui se passe dans sa commune, dans sa ville, dans son pays, quels sont ses droits et ses devoirs, comment est organisée notre politique... Nous avons alors organisé en complément à l'atelier des moments d'échanges sur des thèmes variés tels que les droits humains, l'égalité hommes-femmes, l'emploi, le chômage, les pensions, l'administration, le logement...

S&F : C'est un bilan positif pour la MLACG ?

F.S. : Tout à fait ! Ces ateliers nous ont vraiment permis d'accueillir un autre public, de sortir de nos habitudes et de faire découvrir la laïcité au plus grand nombre par un ces biais-là ! Et une des clés de cette réussite, c'est le fait que nous sommes partis de la demande des participants, aussi bien hommes que femmes, d'ailleurs ! ■■■

LA LAÏCITÉ EN ACTIONS

Par **Dorothy Bocken**, coordinatrice du service Relations avec les associations

LA FAMILLE HEUREUSE DE LIÈGE A 50 ANS !

50 ans... Un tel anniversaire, ça se fête! C'est le 18 juin dernier que l'équipe du Planning a souhaité marquer le coup à La Cité Miroir, autour d'un thème : l'évolution de l'environnement social, les modifications familiales, les nouveaux modes de communication ont-ils un impact sur les rapports sociaux de sexe? Peut-on réduire le débat du genre à « l'acquis » et celui du sexe à « l'inné »? Le colloque a d'ailleurs été brillamment tenu par les intervenants, Jean Epstein, Chantal Stouffs et Philippe Liotard.

À sa sortie, place à l'action! Sur base d'une question, « comment représentez-vous en quelques traits de crayon, les sexes féminin et masculin? », chaque invité s'est prêté au jeu en croquant de quelques coups de crayons ce qui lui venait en tête... Derrière cette action, Patrice Bauduinet, l'artisan réalisateur des « 1001 visions du sexe de la femme et de l'homme », qui complétait ainsi l'exposition proposée dans l'Espace Rosa Parks. Et c'est sur une note humoristique, tendre et décapante que Manon Lepomme, jeune comédienne liégeoise, a clôturé la soirée en évoquant à demi-mots et en rimes, un des invités du jour... le sexe!



Petit retour en arrière... Mars 1964. Malgré l'impact d'une loi interdisant toute propagande de la contraception, quelques militants laïques chevronnés et soucieux du bien-être psychologique, physiologique et économique des couples

et des familles inaugurent alors le premier centre de planning familial wallon. Les choses ont évidemment changé, 50 ans après... mais le travail est loin d'être terminé! ■■■

Par **Arnaud Leblanc**, coordinateur du service Communication

NOUS SOMMES LAÏQUES! ET VOUS ?

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège s'est doté d'un dispositif, www.noussommes-laïques.be, qui, depuis un an, sillonne les événements festifs et culturels de la région. Le but : expliquer rapidement et simplement la laïcité à un public qui n'en maîtrise pas les concepts, lui permettre de se reconnaître dans ses valeurs et découvrir le mouvement laïque en partant de ses fondamentaux. L'accent est ainsi mis sur la liberté pour tous dans le respect des autres, la pratique du libre-examen et la mise en place d'une société où chacun peut vivre ensemble malgré ses différences philosophiques, politiques et convictionnelles.

Ces valeurs y sont déclinées en trois axes : « Je questionne », « Je défends la liberté de tous » et « Je soutiens le vivre ensemble ». Sur internet ou dans le stand dédié à l'opération, qui propose notamment un quizz ludique aux visiteurs sur ces thèmes, il n'en faut pas beaucoup plus pour décrire brièvement les idéaux du mouvement laïque, inviter le public à s'y reconnaître et pousser la découverte plus loin.



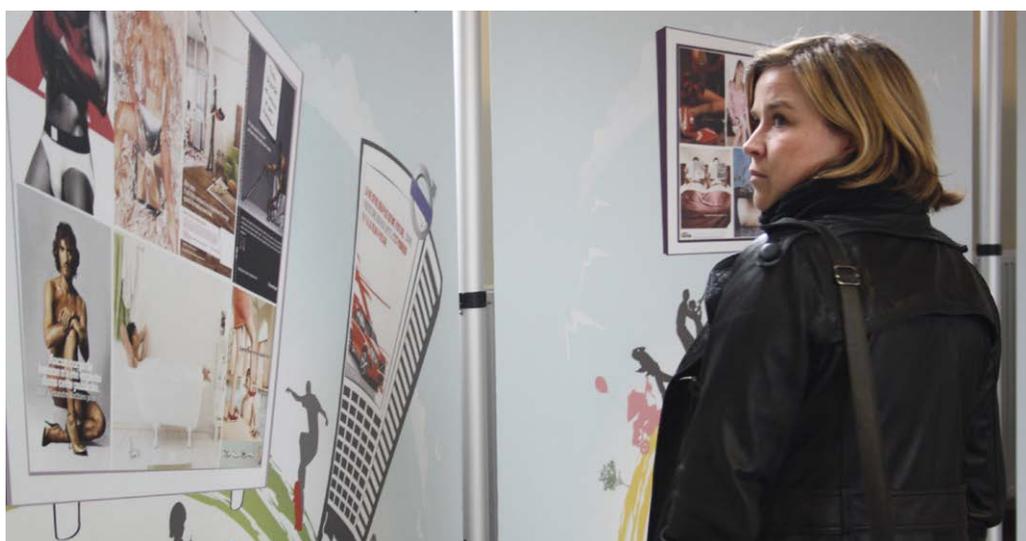
L'initiative est née d'un constat de longue date : trop de personnes peinaient à se reconnaître dans le mouvement alors qu'ils partageaient naturellement ses valeurs et ses objectifs. La riche galerie photos du site témoigne d'ores et déjà du succès de l'opération.

Rendez-vous sur le site de l'initiative, sa page Facebook et Google+ et au quotidien pour revendiquer son attachement aux idéaux laïques! ■■■

www.noussommeslaïques.be

Par **Jean-Denis Tourneur**, délégué au service Animations

DES ANIMATIONS SUR LE TERRAIN



Soucieuse de rencontrer un large public scolaire, consciente des difficultés rencontrées par les établissements pour organiser les déplacements des élèves vers l'espace Laïcité de Waremme, l'équipe d'animations locales propose, depuis octobre 2013, des animations gratuites en classe.

Un vaste choix de sujets est proposé aux enseignants (primaire et secondaire) de l'enseignement officiel de l'arrondissement Huy-Waremme. Les thèmes abordés vont des Droits de l'Enfant aux stéréotypes dans la publicité, en passant par les phénomènes « paranormaux », la rumeur, les

théories du complot, le pouvoir de la presse, l'absurdité des théories racistes, la gestion pacifique des conflits,...

Des enseignants (professeurs de morale, mais aussi de sciences sociales) des IPES de Huy, de Waremme, ainsi que des institutrices (Longchamps, Bovenistier, Oleye) ont fait appel à nos services pour amorcer le débat dans leurs classes. Les animations, toujours proposées sous une forme interactive, ont permis aux élèves de s'exprimer, mais aussi d'échanger leurs points de vue, de parfaire leurs connaissances, de préciser certains concepts un peu flous, d'exercer leur esprit critique, et de réfléchir ensemble sur des thèmes variés les concernant. Le but de ces animations n'est évidemment pas d'apporter des réponses toutes faites mais bien d'outiller les élèves afin qu'ils puissent user de leur droit à la réflexion et à l'information, avant de se forger leur propre opinion sur divers sujets.

Le succès rencontré par ces animations nous incite à poursuivre ces collaborations fructueuses au cours de l'année scolaire 2014-2015. ■■■

Par **Roland Remacle**, délégué au service Relations avec les associations

FUNÉRAILLES LAÏQUES : APPEL AUX OFFICIANTS !

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège souhaite attirer l'attention de toutes les associations organisatrices de cérémonies laïques sur l'importance et l'utilité de recruter de nouveaux volontaires officiants lors de funérailles laïques. Il s'agit de renforcer son réseau, et ainsi permettre au mouvement de continuer à répondre positivement aux attentes des personnes demandeuses.

Actif depuis septembre 2011, le réseau des associations laïques locales prenant en charge les demandes de cérémonies de funérailles est en effet de plus en plus sollicité. Ainsi, 64 demandes ont été enregistrées via le numéro d'appel unique pour toute la province de Liège, avec une concentration sur l'année 2013. Cette évolution s'explique entre autres par le rôle des funérariums qui ont, maintenant, le réflexe de parler de ce service.

Si le but premier de ce réseau est de répondre à toutes les demandes, il permet également de mieux répartir les suivis au sein d'une même région.

Durant ces trois années, la disponibilité de nos volontaires laïques, qui se sont impliqués avec beaucoup de rigueur et d'humanisme dans la mise en place de ces cérémonies, a été déterminante. Plusieurs officiants répondent ainsi très régulièrement à ces demandes, soit à des endroits où d'autres associations n'assurent pas ce service, soit là où le tissu associatif laïque n'est pas implanté. Qu'ils en soient ici une nouvelle fois remerciés.



0493 259 359

**À votre service tous les jours,
week-ends et jours fériés inclus
pour vous accompagner
dans vos démarches**

**En partenariat avec
les associations laïques**



Par **Sylvie Lausberg**, chargée de mission – Cellule Étude et Stratégie – Centre d'Action Laïque communautaire

MARCHE ARRIÈRE DE L'EUROPE ? DROITS DEVANT !

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les législations européennes ont poursuivi des objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes. Aujourd'hui, l'Europe fait pour la première fois machine arrière. L'heure a sonné de reprendre la lutte !

Pourtant, en février 2010, même les députés conservateurs du Parti populaire européen avaient voté en faveur du rapport Tarabella sur l'égalité entre les femmes et les hommes qui prévoyait la réduction de la violence envers les femmes, la lutte contre les stéréotypes sexistes, la réduction de l'écart salarial et un accès aisé à la contraception et à l'avortement. Depuis, ce mouvement qui semblait continu vers une société progressiste subit reculades et attaques, déjà fatales à de nombreuses femmes de l'Union.

Les plus graves concernent la santé reproductive des Européennes : aux quatre pays membres qui continuaient à interdire l'avortement¹, s'ajoutent maintenant la Hongrie peut-être bientôt l'Espagne et la Lituanie, alors qu'en Italie, ce sont de très nombreux médecins qui refusent de le pratiquer. Ces restrictions sont soutenues par des groupes de pression idéologiques, comme en témoigne l'ampleur de l'initiative européenne pour faire primer le « droit à la vie d'un embryon² » sur la décision

des femmes et le droit des couples à la planification familiale.

Ces retours en arrière sur les droits reproductifs et sexuels se prolongent « naturellement » par des attaques concomitantes sur leurs autres acquis égalitaires conquis après des siècles de luttes humanistes et féministes. De fait, nos législations nationales sont mises en péril par un vaste mouvement réactionnaire, au premier rang duquel on trouve les partis d'extrême-droite de mieux en mieux représentés, mais aussi des conservateurs bien-pensants dont le sexisme s'exprime désormais sans honte.

Profitant des incertitudes politiques et surtout économiques, la volonté d'affaiblir les droits des femmes européennes s'exerce à tous niveaux.

Financièrement, ce sont elles qui ont payé le plus lourd tribut à la crise³.

Politiquement, leur sous-représentation s'aggrave et alarme le nouveau président de la commission : pour rappel, AUCUN pays membre n'avait, dans un premier temps, proposé de femme à un poste de commissaire⁴ !

Socialement, l'assignation à la maternité et les entraves au développement professionnel sont renforcées par des législations liberticides sur la contraception et l'avortement ainsi que,

entre autres, par un recul de la loi sur les congés parentaux⁵.

Pire encore, ces atteintes à l'intégrité morale et à l'émancipation des femmes européennes se doublent d'un contexte généralisé de violences qui sapent leurs droits fondamentaux à la dignité, à l'accès à la justice et à l'égalité des sexes⁶ : un tiers des Européennes a, depuis l'âge de 15 ans, subi des violences sexuelles et/ou physiques, et une sur cinq a fait l'objet d'un harcèlement criminel. Le constat officiel de ces violences directes, systématiquement sous-déclarées, doit servir de tremplin à une réaction déterminée, concertée et étendue aux autres discriminations.

Le Centre d'Action Laïque, membre du Conseil Fédéral de l'Égalité ainsi que du conseil d'administration du CFFB⁷, continue et continuera à lutter pour garantir et étendre les droits des femmes, contrer les initiatives réactionnaires, soutenir les associations de terrain progressistes et interpellier les instances et représentants politiques. Ces combats au niveau européen nous concernent toutes et tous, parce que nous défendons l'égalité, la liberté et l'émancipation, parce que l'égalité des femmes et des hommes constitue un baromètre du niveau de démocratie de notre pays et de l'Europe en train de se construire... avec nous. ■■■



© European Parliament

1. Irlande, Malte, Chypre et la Pologne.
2. « One of us », pétition signée par plus de deux millions d'Européens, suite à un vaste mouvement organisé notamment à travers paroisses et évêchés, mais finalement rejetée par la Commission.
3. <http://www.effat.org/fr/node/10953> - <http://www.epsu.org/r/447>
4. <http://www.euractiv.com/sections/eu-priorities-2020/juncker-wants-more-women-new-commission-team-303388>)
5. <http://www.womenlobby.org/news/ewl-news/article/threats-to-withdraw-the-maternity?lang=en>
6. <http://fra.europa.eu/en/publication/2014/vaw-survey-main-results>
7. Conseil des Femmes Francophones de Belgique



Pendant deux jours, les 30 et 31 août derniers à La Fête des Solidarités (Namur), le stand commun du Centre d'Action Laïque communautaire et des Territoires de la Mémoire asbl a été pris d'assaut – ainsi que son bar *CALiente* – par un public jeune et familial. Pour le mouvement, c'était une excellente opportunité de mettre l'accent sur la priorité indispensable à donner à la jeunesse et à l'école, à travers une animation interactive au titre accrocheur : « Rêvons l'école ensemble ».

TE DEUM À LIÈGE : UNE AFFAIRE PUBLIQUE ?

Par un courrier officiel, le Collège communal de Liège, représentant l'autorité publique, invite à participer au Te Deum du 21 juillet à la Cathédrale Saint-Paul. Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège regrette cette invitation au nom du principe de séparation des Églises et de l'État.

La laïcité politique est le fondement de toute démocratie. Elle est avant tout un mode d'organisation de l'État qui implique un devoir d'impartialité et de traitement égalitaire de la part des pouvoirs publics à l'égard de toutes les conceptions philosophiques et religieuses des citoyens.

Le Centre d'Action Laïque défend la liberté de conscience de chacun, c'est-à-dire sa liberté de

croire ou de ne pas croire. Et il considère la laïcité de l'État comme seul moyen de garantir effectivement le respect de cette liberté pour tous. Il estime nécessaire l'impartialité des pouvoirs publics en matière religieuse et philosophique.

L'invitation des autorités publiques concerne un Te Deum : un hymne de la religion catholique, un chant de célébration, une louange à Dieu chantée lors des jours de fête. Bref, il s'agit d'une invitation de l'État, qui représente tous les citoyens, mais qui ne s'adresse qu'à certains... Le Centre d'Action Laïque revendique l'organisation de cérémonies civiles qui puissent réunir tous les citoyens quelles que soient leurs convictions.



© © © Flickr.com – Phil Roussin

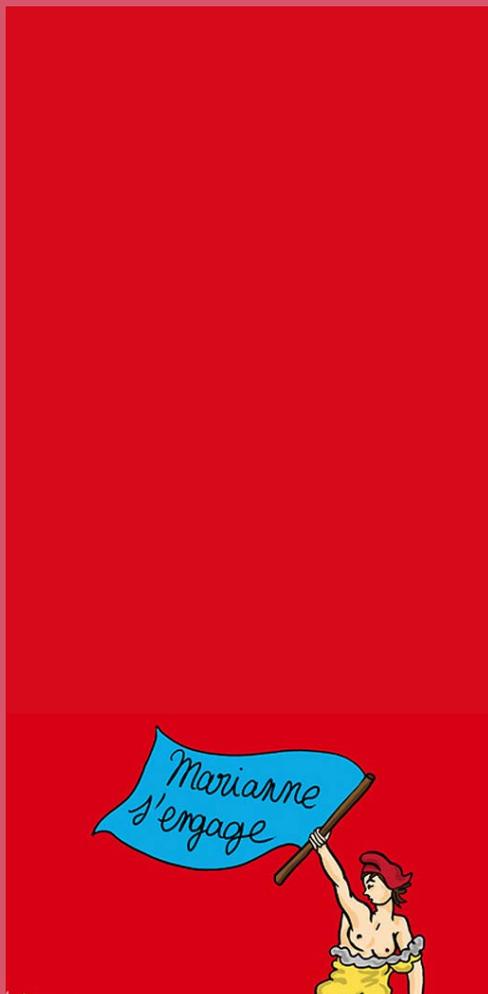
SOUTIENS

LAÏCITÉ : IL EST TEMPS DE SE RESSAISIR !

Inquiet par les actions visant la laïcité républicaine et par la faiblesse de la réponse politique, Marianne Magazine a publié un appel d'intellectuels, de politiques et d'acteurs de la société civile ; une initiative visant à défendre et faire vivre la laïcité sans blesser mais dans la clarté et la fermeté, à trouver des solutions sans heurter mais sans faillir.

Hommes et femmes d'horizons philosophiques, politiques et professionnels différents, nous sommes inquiets de voir à quel point, face à l'action engagée par diverses mouvances religieuses et politico-religieuses pour attenter à la laïcité républicaine, la réponse politique demeure faible. Pour notre part, récusant autant ceux qui exploitent la défiance générale pour accentuer la fracture sociale et identitaire, que ceux qui rejettent toute analyse critique du multiculturalisme dans le camp des « réactionnaires » ou des « intolérants », notre démarche vise à défendre et faire vivre la laïcité sans blesser mais dans la clarté et la fermeté, à trouver des solutions sans heurter mais sans faillir.

<http://goo.gl/cGx2xD>



© © © Flickr.com – Institut Escola Les Vinces

NE PLUS ATTENDRE, NE PLUS REPORTER LA QUESTION DE LA GRATUITÉ SCOLAIRE !

La non-gratuité scolaire pollue véritablement la relation triangulaire « parents-enfants-professionnels dans l'école » pourtant indispensable à une bonne accroche scolaire et à un trajet serein. Cet appel, porté par le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, demande aux négociateurs d'intégrer dans les déclarations de politique régionale et communautaire ce chantier majeur pour la prochaine législature, à savoir la mise en place immédiate d'un groupe de travail qui réfléchira à la meilleure manière de procéder pour réduire les coûts de la scolarité.

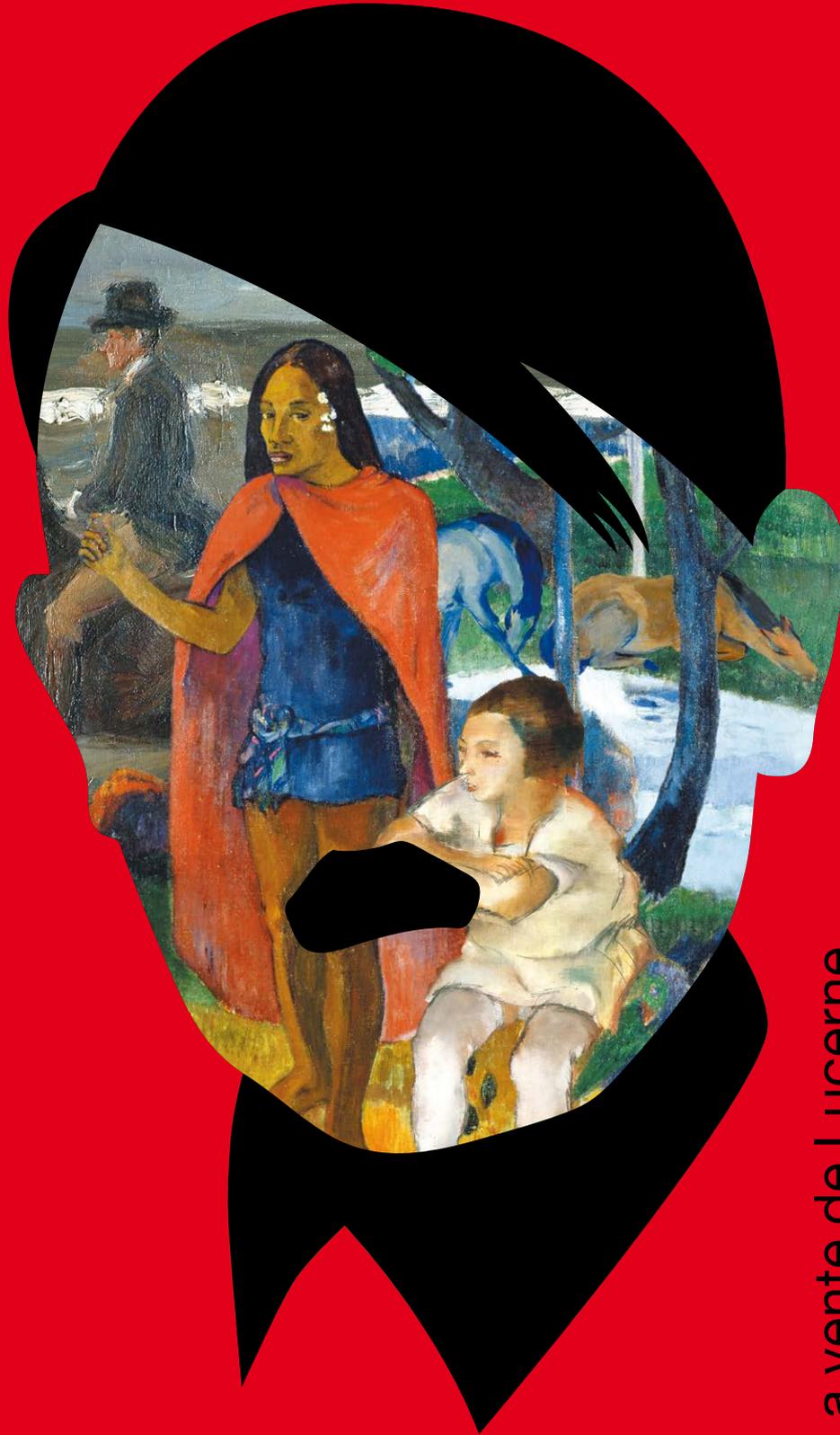
<http://goo.gl/9Lds3F>

L'ART DÉGÉNÉRÉ SELON HITLER

17.10.14 > 29.03.15

LA CITÉ MIROIR | LIEGE
SAUVENIÈRE

Place Xavier Neujean, 22
4000 Liège
+32 (0)4 230 70 50
www.citemiroir.be



La vente de Lucerne
CHAGALL
CORINTH
DERAIN
ENSOR
GAUGUIN
KOKOSCHKA
PASCIN
PICASSO
...